

1989, chapitre 111
**LOI CONCERNANT L'ÉCOLE NATIONALE
DE THÉÂTRE DU CANADA**

Projet de loi 248

présenté par M. Jacques Tremblay, député d'Iberville

Présenté le 5 décembre 1988

Principe adopté le 21 juin 1989

Adopté le 21 juin 1989

Sanctionné le 22 juin 1989

Entrée en vigueur: le 22 juin 1989

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 111

Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada

[Sanctionnée le 22 juin 1989]

Preamble ATTENDU qu'il est opportun que l'École nationale de théâtre du Canada soit réputée avoir détenu durant une certaine période un permis délivré en vertu de la Loi sur l'enseignement privé et avoir utilisé pour l'enseignement les immeubles qui lui ont appartenu ou qu'elle a occupés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Permis d'enseignement 1. Pour l'application de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1), l'École nationale de théâtre du Canada est réputée avoir détenu, du 1^{er} janvier 1982 au 30 juin 1987, un permis d'enseignement professionnel collégial délivré en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9).

Exemption de taxes Pendant cette période, tout immeuble situé sur le territoire de la ville de Montréal qui a appartenu à l'École et qui a servi à des fins relatives à l'enseignement est réputé avoir été exempt de toute taxe foncière, municipale ou scolaire, en vertu du paragraphe 15° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale. Tout immeuble appartenant à la Couronne du chef du Québec ou à la Société immobilière du Québec et que l'École a utilisé est réputé avoir alors été exempt de toute taxe foncière, municipale ou scolaire, en vertu du paragraphe 1° de cet article 204, en raison de son utilisation par une autre personne visée à cet article.

Compensation 2. Le montant payable à la ville de Montréal en conséquence de l'article 1, à titre de compensation tenant lieu de taxes, lui est versé, à sa demande, par le ministre des Affaires municipales. Cette demande est censée être conforme à l'article 254.1 de la Loi sur la

fiscalité municipale. Cette somme est versée selon les règles prévues par le règlement pris en vertu du paragraphe 2° de l'article 262 de cette loi.

Demande
inopérante

3. Est inopérante toute demande de paiement d'une taxe dont l'École ou ses immeubles sont exemptés par l'application de l'article 1, et toute demande de paiement d'une taxe faisant l'objet d'une imposition relative à la période visée à l'article 1, en vertu des comptes de taxes numéros 56194950, 56195050 et 52102520.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1989.